

ASSIGNATION DE MINISTRES DEVANT LA
COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Le ministre a-t-il reçu une assignation à comparaître en Cour supérieure du Québec aujourd'hui pour l'audition d'une pétition d'*Autair Helicopters Limited* contre *Atlantic Helicopters Limited* à titre d'intimé et le ministre de l'Industrie comme mis en cause?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur.

M. Nielsen: Le ministre entend-il y comparaître aujourd'hui afin de témoigner?

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, le ministre et certains autres membres du gouvernement y sont représentés par un avocat, et comme il s'agit d'une question dont les tribunaux sont saisis, je suis sûr que nous ne tiendrons pas à la débattre ici. (Exclamations)

M. Bell: Vous ne prenez pas le sujet, n'est-ce pas?

M. Nielsen: Pourrais-je poser une question complémentaire, monsieur l'Orateur? Le président du Conseil privé a-t-il été assigné comme témoin devant comparaître aujourd'hui à la séance tenue à Montréal?

L'hon. G. J. McIlraith (président du Conseil privé): Oui, monsieur l'Orateur.

M. Nielsen: Le président du Conseil privé entend-il témoigner aujourd'hui...

Des voix: Règlement!

M. Nielsen: ...en conformité d'un bref émis par ce tribunal?

M. MacEwan: Ils sont au-dessus des tribunaux, ils l'ont prouvé.

L'hon. M. McIlraith: Monsieur l'Orateur, moi-même ainsi que d'autres membres du gouvernement sommes représentés par un avocat dans cette affaire, et comme la question est devant les tribunaux, la Chambre ne devrait pas en discuter.

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser une question complémentaire au premier ministre? Lui ou tout autre membre du gouvernement a-t-il l'intention de présenter une motion à la Chambre permettant aux trois ministres intéressés de comparaître, et s'il ne tient pas à assumer cette responsabilité, préfère-t-il que l'opposition se charge de présenter cette motion?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, à mon avis, cette responsabilité ne m'incombe pas. Si

l'opposition tient à prendre cette initiative, qu'elle en assume la responsabilité.

(Plus tard)

M. Nielsen: J'ai à poser au président du Conseil privé une autre question qui est le complément de celle que j'ai posée au ministre des Transports. Est-ce que le président du Conseil privé sait que des citations à comparaître ont été notifiées, dans les procédures dont il a été question précédemment, à M. George Davidson, secrétaire du Conseil du Trésor, et à M. Breckelmans, directeur de la Division des contrats du Conseil du Trésor...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît! Cette question n'est certainement pas recevable. Je ne nie pas que la question soit d'intérêt public, mais elle n'est pas tellement pressante, et je ne pense pas qu'elle concerne particulièrement la Chambre. Je ne vois pas pourquoi l'honorable député pose ce genre de question. Relativement aux ministres, la question peut être recevable, mais en ce qui concerne les autres, elle dépasse certainement le cadre des préoccupations immédiates de la Chambre.

M. Nielsen: Le but est de savoir si le gouvernement collabore avec les tribunaux du Québec dans l'étude de cette affaire.

M. l'Orateur: A l'ordre! Je comprends maintenant le but de l'honorable député, mais dans la forme qu'il revêt, il me semble qu'il s'agit d'une allégation et non pas d'une question.

M. Nielsen: Ce n'est pas une allégation.

Des voix: Règlement!

M. Nielsen: Avec tout le respect que je dois à Votre Honneur...

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois que ce sujet a été suffisamment débattu cet après-midi.

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, si vous déclarez ma question irrecevable en vous fondant sur l'urgence, je donne avis que je désire soulever ce point à dix heures ce soir.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'ACQUISITION D'AÉRONEFS TACTIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): J'ai une question à poser au ministre de la Défense nationale. La semaine dernière, le ministre a fait une déclaration à Edmonton, concernant le remplacement d'un aéronef important utilisé par les forces armées du Canada. Il a laissé entendre, alors, que l'on prendrait une décision sous peu. L'a-t-on prise